

États-Unis : habitudes, vieilles habitudes



Le gouvernement du président des États-Unis, Donald Trump, n'a pas réussi ou peut-être il n'a pas essayé, à abandonner la vieille habitude de vouloir s'ériger en arbitre du monde en matière de droits de l'Homme et de frapper de sanctions ou d'accorder des prix à une communauté internationale qui, en règle générale, ne lui a pas demandé son avis.

C'est ce qui est arrivé une nouvelle fois ces jours-ci lorsque s'appuyant sur un scénario qui pue, le Département d'état a publié un rapport dans lequel il évalue 200 pays.

Cela pourrait faire rire s'il ne s'agissait pas d'un grave problème car il est souvent utilisé comme argument pour lancer une agression punitive car le rapport en question indique qu'au Venezuela, au Nicaragua et à Cuba, des violations massives des droits de l'homme sont commises.

Qui plus est, le secrétaire d'état nord-américain, Mike Pompeo, a osé dire que Cuba est « la puissance impérialiste » au Venezuela.

Sans aucune preuve, car il n'y en a pas, l'on dit que le Venezuela a été le théâtre cette année de nombreux massacres extrajudiciaires, de tortures, de conditions de détention brutales, de violations des libertés d'expression et de la presse, de fraudes électorales, d'affaires de corruption et d'impunité, de trafic de personnes et d'exploitation infantile.

Si l'on remplace le nom du Venezuela par celui de la Colombie, ce rapport commencerait alors à ressembler beaucoup plus à la réalité car ce pays est vraiment le théâtre de ce type d'atrocités et personne ne l'ignore, mais l'on ne peut pas attendre de Mike Pompeo qu'il touche à un de ses enfants gâtés.

La myopie politique de Mike Pompeo peut être constatée dans ses attaques contre le Nicaragua. Il accuse le gouvernement du président Daniel Ortega d'avoir commis de graves abus durant les manifestations qui y ont eu lieu en 2018.

Ce qui est arrivé c'est complètement le contraire : les militants sandinistes , des membres des organes de sécurité, de simples fonctionnaires du gouvernement et des civils innocents ont été victimes des groupes violents qui sont descendus dans la rue pour participer à des marches organisées et financées depuis Washington.

Le rapport ne dit pas un seul mot sur les milliers de civils syriens qui ont été les cibles des armes d'une coalition internationale ayant à sa tête les États-Unis, une coalition qui, loin de mettre fin à la guerre, protège les bandes terroristes.

Silence absolu sur les milliers de femmes assassinées chaque année au Honduras ou au Guatemala où les redoutables bandes de délinquants, organisées aux États, soit dit en passant, maintiennent la population à genoux.

Comme le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez l'a rappelé, les États-Unis n'ont aucune autorité morale pour parler des droits de l'Homme.

« Ce pays, a signale Bruno Rodríguez, discrimine les minorités, rend les pauvres plus pauvres encore, prive des millions de citoyens du droit de vote, viole les droits humains des migrants et les cas d'abus sexuels sur des mineurs sous la garde des autorités sont nombreux.

Quand on a tant de défauts, Monsieur Pompeo, pourquoi recherchez-vous ceux que pourraient avoir les autres?

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/185928-etats-unis-habitudes-vieilles-habitudes>



Radio Habana Cuba